

# D'abord assurer le transfert des compétences

**Le 1er juillet, les Régions vont recevoir de nouvelles compétences. La première chose à faire sera de les réceptionner. Ensuite, il faudra décider des politiques à mener. Les programmes des nouveaux alliés convergent-ils?**

**ANAÏS SORÉE**

**FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE**

Que peut-on attendre de cette législature à venir? Quelles décisions vont-elles être prises? En Wallonie, le tempo de la prochaine déclaration de politique régionale est déjà connu. Place à l'**austérité!** Alors que les négociations entre le PS et le cdH en vue de former le prochain gouvernement wallon débutent ce week-end, le contexte budgétaire va rendre la marge de manœuvre très compliquée. «En 2009, c'était le début de la crise et nous n'avions pas mesuré l'impact. Aujourd'hui, le contexte budgétaire va être beaucoup plus présent. Il faut également intégrer le transfert des compétences qui se fait sans l'entière responsabilité du financé», avertit d'ores et déjà un négociateur. En gros, la Wallonie est partie pour trois ans d'austérité. D'après les derniers chiffres fournis par le gouvernement sortant, la Région va devoir économiser **760 millions d'euros d'ici 2016**. L'heure est au gel des dépenses. Les marges de manœuvre sont donc limitées.

Voilà pour le contexte pas très folichon mais les négociateurs trouvent du réconfort là où il est. Orphelin d'Ecolo, le PS et le cdH ont plus de latitude. «Nous n'avons plus un parti tiers qui veut mettre sa griffe sous cette législature comme ce fut le cas en 2009 avec Ecolo. Ecolo avait affaibli le PS. Au-

jourd'hui, le PS a une place centrale», analyse un autre observateur. Et au final, les futurs partenaires PS-cdH ont déjà eu cinq ans pour s'apprécier et se jauger. Chacun connaît donc ses marges de manœuvre.

Si l'austérité dictera l'action de la prochaine bipartite wallonne, une part de **relance** est déjà annoncée. De quelle ampleur? Les thèmes sont

connus: environnement, recherche, emploi, formation et éducation. Ils s'articulent autour du **Plan Marshall 2022** que le PS et le cdH avaient mis en place avec Ecolo sous la dernière législature et qui constitue une solide base de travail pour la prochaine déclaration de politique régionale. Il reste à analyser quel budget les autorités pourront mobiliser autour de ce plan.

Au niveau plus fonctionnel, il est question de **resserrer les équipes** à la Fédération Wallonie-Bruxelles. D'après un scénario qui circule, le gouvernement de la Fédération pourrait se passer de deux ministres pour n'en compter plus que 4.

À Bruxelles, le PS a créé un programme autour de pôles de **développement économique** répartis sur le territoire de la ville. Ces zones sont jugées prioritaires. Pour chacune, le PS a un projet. Par exemple, il souhaite créer une cité-média dans le quartier Reyers. Au Heysel, ils veulent poursuivre le projet Néo qui consiste à installer un grand centre de conférence, un centre commercial, une offre touristique et hôtelière et sportive. Il ne s'agit que de deux des treize projets imaginés par le PS. Les socialistes vont donc devoir obtenir 13 accords de la part de leurs

partenaires cdH et FDF.

Certains de ces projets ont fait l'objet d'un accord politique au cours de la législature précédente. Ils ont donc l'aval du cdH. Mais il reste à obtenir celui du FDF. Et sur le Heysel, le parti amarante a émis des réserves lorsqu'il était dans l'opposition. Particulièrement sur le projet de construction d'un nouveau stade sur le parking C du Heysel. Ils jugent le choix du gouvernement trop coûteux. Ils estiment qu'il faut d'abord étudier l'idée d'une rénovation du stade Roi Baudouin. Vont-ils laisser tomber leurs critiques et avaliser le projet? Que vont-ils obtenir en échange?

L'une des priorités mises en avant par les fédéralistes démocrates francophones est la **bonne gouvernance**. Didier Gosuin l'a seriné à plusieurs reprises, il veut que chaque politique prise par le gouvernement soit évaluée afin de vérifier si elle est

vraiment efficace. Difficile pour ses partenaires de ne s'inscrire dans cette démarche. Mais il faudra voir comment ces bonnes intentions se traduiront concrètement.

En matière d'**Emploi**, de nouvelles politiques pourront aussi être prises. Avec le transfert de compétences, la Région hérite des réductions de cotisations sociales «groupes cibles». Au regard du taux de chômage des jeunes à Bruxelles (27,5% en mai), tout porte à penser que les partenaires de la coalition vont privilégier ce public. La Garantie-jeunes est défendue par les trois partis. Elle vise à offrir une formation, un stage ou un emploi dans les quatre mois suivant l'inscription du jeune auprès d'Actiris. Des moyens nouveaux pourraient y être injectés sous cette législature.

Parmi les autres compétences transférées, la Région reçoit aussi les **allocations familiales**. Il va falloir assurer ce transfert. Et ensuite décider si des nouvelles politiques en la matière doivent être mises en place. Le PS souhaite conserver le système actuel dans un premier temps. Dans leurs programmes, les deux autres partis voulaient davantage d'égalité de traitement. Vont-ils pousser le PS à se positionner?

En matière de **logement**, les programmes du FDF et du cdH montrent aussi des points de convergence. Ils défendent tous deux la mise en place d'une allocation loyer. Le PS, parle quant à lui d'un encadrement des loyers car il craint que les propriétaires profitent de l'allocation pour augmenter les loyers. Les propositions ne sont pas totalement opposées. Il en est de même pour les programmes, en général.

**760**  
**millions €**

**La Région wallonne doit économiser 760 millions d'euros d'ici 2016. L'heure est donc à l'austérité dans les choix politiques.**